

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

N-136
C. 630. M. 236. 1923. IV.

[**C. P. O. 34** (1). 1923.]

Genève, le 12 septembre 1923.

Société des Nations.

**Convention internationale
pour la
Répression de la Circulation et du Trafic
des Publications obscènes.**

OUVERTE A LA SIGNATURE, A GENÈVE,
DU 12 SEPTEMBRE 1923 AU 31 MARS 1924.

League of Nations.

**International Convention
for the
Suppression of the Circulation of and Traffic
in Obscene Publications.**

OPEN FOR SIGNATURE AT GENEVA,
FROM SEPTEMBER 12th, 1923, TO MARCH 31st, 1924.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES

(*La Convention devant rester ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1924, les noms des Parties et de leurs représentants seront inscrits à cette date suivant l'ordre alphabétique.*)

Egalement désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes,

Ayant accepté l'invitation du Gouvernement de la République française en vue de prendre part à une Conférence convoquée le 31 août 1923, à Genève, sous les auspices de la Société des Nations, pour l'examen du projet de Convention élaboré en 1910, et des observations formulées par les divers Etats, ainsi que pour élaborer et signer un texte définitif de Convention,

Ont nommé comme plénipotentiaires à cet effet :

Lesquels, ayant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et après avoir pris connaissance de l'Acte final de la Conférence et de l'Arrangement du 4 mai 1910, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de découvrir, de poursuivre et de punir tout individu qui se rendra coupable de l'un des actes énumérés ci-dessous et, en conséquence, décident que

Doit être puni le fait :

1) de fabriquer ou de détenir des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, en vue d'en faire commerce ou distribution, ou de les exposer publiquement ;

2) d'importer, de transporter, d'exporter ou de faire importer, transporter ou exporter, aux fins ci-dessus, les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, ou de les mettre en circulation d'une manière quelconque ;

3) d'en faire le commerce même non public, d'effectuer toute opération les concernant de quelque manière que ce soit, de les distribuer, de les exposer publiquement ou de faire métier de les donner en location ;

4) d'annoncer ou de faire connaître par un moyen quelconque, en vue de favoriser la circulation ou le trafic à réprimer, qu'une personne se livre à l'un quelconque des actes punissables énumérés ci-dessus ; d'annoncer ou de faire connaître comment et par qui les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes peuvent être procurés, soit directement, soit indirectement.

LEAGUE OF NATIONS.

INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION
OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS.

(As this Convention is to remain open for signature until March 31st, 1924, the names of the countries and of their plenipotentiaries will be inscribed on that date in alphabetical order.)

Being equally desirous of making as effective as possible the means of suppressing the circulation of and traffic in obscene publications ;

Having accepted the invitation of the Government of the French Republic to take part in a conference, under the auspices of the League of Nations, convened in Geneva on August 31st, 1923, for the examination of the Draft Convention drawn up in 1910, the examination of the observations presented by the various States and the elaboration and signature of the final text of a Convention :

Have nominated as their plenipotentiaries for this purpose :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form ;
And having taken cognisance of the Final Act of this Conference and of the Agreement of May 4th, 1910 :

Have agreed upon the following provisions :

Article I.—The High Contracting Parties agree to take all measures to discover, prosecute and punish any person engaged in committing any of the following offences, and accordingly agree that

It shall be a punishable offence :

(1) For purposes of or by way of trade or for distribution or public exhibition to make or produce or have in possession obscene writings, drawings, prints, paintings, printed matter, pictures, posters, emblems, photographs, cinematograph films or any other obscene objects ;

(2) For the purposes above mentioned to import, convey or export or cause to be imported, conveyed or exported any of the said obscene matters or things, or in any manner whatsoever to put them into circulation ;

(3) To carry on or take part in a business, whether public or private, concerned with any of the said obscene matters or things, or to deal in the said matters or things in any manner whatsoever, or to distribute them or to exhibit them publicly or to make a business of lending them ;

(4) To advertise or make known by any means whatsoever, in view of assisting in the said punishable circulation or traffic, that a person is engaged in any of the above punishable acts, or to advertise or to make known how or from whom the said obscene matters or things can be procured either directly or indirectly.

Article II. — Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article I seront justiciables des tribunaux du pays contractant où aura été accompli soit le délit, soit l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables, lorsque sa législation le permettra, des tribunaux du pays contractant auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés, alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de son territoire.

Il appartient toutefois à chaque Partie contractante d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

Article III. — La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

- 1) Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;
- 2) Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis. Cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle désignée par le Gouvernement du pays requis et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis ;

- 3) Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Partie.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas 1 et 2 du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux pays intéressés, ou bien, elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays requérant ou par un traducteur-juré du pays requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme constituant, de la part des Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leurs lois.

Article IV. — Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas, dès à présent, suffisante pour donner effet à la présente Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

Article V. — Les Parties contractantes dont la législation ne sera pas dès à présent suffisante, conviennent d'y prévoir des perquisitions dans les lieux où il y a des raisons de croire que se fabriquent ou se trouvent, en vue de l'un quelconque des buts spécifiés à l'article I ou en violation de cet article, des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes et d'en prévoir également la saisie, la confiscation et la destruction.

Article VI. — Les Parties contractantes conviennent que, dans le cas d'infraction aux dispositions de l'article I, commise sur le territoire de l'une d'elles, lorsqu'il y a lieu de croire que les objets de l'infraction ont été fabriqués sur le territoire ou importés du territoire d'une autre Partie, l'autorité désignée, en vertu de l'Arrangement du 4 mai 1910, signalera immédiatement les faits à l'autorité de cette autre Partie et lui fournira en même temps des renseignements complets, pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires.

Article VII. — La présente Convention, dont les textes français et anglais feront foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 mars 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Article VIII. — La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

Article II.—Persons who have committed an offence falling under Article I shall be amenable to the Courts of the Contracting Party in whose territories the offence, or any of the constitutive elements of the offence, was committed. They shall also be amenable, when the laws of the country shall permit it, to the Courts of the Contracting Party whose nationals they are, if they are found in its territories, even if the constitutive elements of the offence were committed outside such territories.

Each Contracting Party shall, however, have the right to apply the maxim, *non bis in idem*, in accordance with the rules laid down in its legislation.

Article III.—The transmission of rogatory commissions relating to offences falling under the present Convention shall be effected either :

- (1) By direct communication between the judicial authorities ; or
- (2) Through the diplomatic or the consular representative of the country making the request in the country to which the request is made ; this representative shall send the rogatory commission direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the rogatory commission.

In each of the above cases a copy of the rogatory commission shall always be sent to the supreme authority of the country to which application is made.

- (3) Or through diplomatic channels.

Each Contracting Party shall notify to each of the other Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for rogatory commissions of such Party.

Any difficulties which may arise in connection with transmission by methods (1) and (2) of the present Article shall be settled through diplomatic channels.

Unless otherwise agreed, the rogatory commission shall be drawn up in the language of the authority to which request is made, or in a language agreed upon by the two countries concerned, or shall be accompanied by a translation in one of these two languages certified by a diplomatic or consular agent of the country making the request or certified on his oath by a translator of the country to which request is made.

Execution of rogatory commissions shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatsoever.

Nothing in this Article shall be construed as an undertaking on the part of the Contracting Parties to adopt in their Courts of Law any form or methods of proof contrary to their laws.

Article IV.—Those of the Contracting Parties whose legislation is not at present adequate to give effect to the present Convention undertake to take, or to propose to their respective legislatures, the measures necessary for this purpose.

Article V.—The Contracting Parties whose legislation is not at present sufficient for the purpose agree to make provision for the searching of any premises where there is reason to believe that the obscene matters or things mentioned in Article I or any thereof are being made or deposited for any of the purposes specified in the said Article, or in violation of its provisions, and for their seizure, detention and destruction.

Article VI.—The Contracting Parties agree that, in case of any violation of the provisions of Article I on the territory of one of the Contracting Parties where it appears that the matter or thing in respect of which the violation of such Article has occurred was produced in or imported from the territory of any other of the Contracting Parties, the Authority designated, in pursuance of the Agreement of May 4th, 1910, of such Contracting Party shall immediately render to the corresponding Authority of the other Contracting Party, from whose country such matter or thing is believed to have come or in which it is believed to have been produced, full information so as to enable such Authority to adopt such measures as shall appear to be suitable.

Article VII.—The present Convention, of which the French and English texts are authoritative, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31st, 1924, by any State represented at the Conference, by any Member of the League of Nations, and by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article VIII.—The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify the receipt of them to Members of the League which are signatories of the Convention and to other signatory States.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Article IX. — A partir du 31 mars 1924, tout Etat représenté à la Conférence et non signataire de la Convention, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

Article X. — La ratification de la présente Convention, ainsi que l'adhésion à cette Convention entraîneront, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910, qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat ou du Membre de la Société des Nations ratifiant ou adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article IV de l'Arrangement précité du 4 mai 1910, qui demeure applicable au cas où un Etat préférera faire acte d'adhésion à cet Arrangement seulement.

Article XI. — La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la réception de deux ratifications par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article XII. — La présente Convention peut être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou adhérents à la Convention et des autres Etats signataires ou adhérents toute dénonciation reçue par lui.

La dénonciation de la présente Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification.

Article XIII. — Tout Membre de la Société des Nations ou Etat signataire ou adhérent peut déclarer que sa signature ou son adhésion n'engage pas soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions d'outre-mer ou territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions d'outre-mer ou territoires exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession d'outre-mer ou territoire soumis à sa souveraineté ou autorité ; les dispositions de l'article XII s'appliqueront à cette dénonciation.

Article XIV. — Le Secrétaire général de la Société des Nations tiendra un recueil spécial indiquant quelles sont celles des Parties qui ont signé la Convention, qui l'ont ratifiée, qui y ont adhéré ou qui l'ont dénoncée. Cette liste pourra être consultée en tout temps par les Membres de la Société des Nations ou autre Etat signataire ou adhérent. Elle sera publiée aussi souvent que possible.

Article XV. — Tous les différends qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, renvoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Parties entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'elles, se trouvaient n'avoir pas signé ou accepté le protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale, leur différend sera soumis, au gré des Parties, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un arbitrage.

Article XVI. — Si cinq des Parties signataires ou adhérentes demandent la révision de la présente Convention, le Conseil de la Société des Nations devra convoquer une Conférence à cet effet. Dans tous les cas, le Conseil examinera, à la fin de chaque période de cinq années, l'opportunité de cette convocation.

The Secretary-General of the League of Nations shall immediately communicate a certified copy of each of the instruments deposited, with reference to this Convention, to the Government of the French Republic.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article IX.—After March 31st, 1924, the present Convention may be adhered to by any State represented at the Conference which has not signed the Convention, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Adhesion shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to all Members of the League of Nations signatories of the Convention and to other signatory States.

Article X.—Ratification of or adhesion to the present Convention shall, *ipso facto*, and without special notification, involve concomitant and full acceptance of the Agreement of May 4th, 1910, which shall come into force on the same date as the Convention itself in the whole of the territory of the ratifying or adhering Member of the League or State.

Article IV of the above-mentioned Agreement of May 4th, 1910, shall not, however, be invalidated by the preceding provision, but shall remain applicable should any State prefer to adhere to that Agreement only.

Article XI.—The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the deposit of two ratifications with the Secretary-General of the League of Nations.

Article XII.—The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Member of the League of Nations or State which makes it.

The Secretary-General of the League of Nations shall notify the receipt of any such denunciation to all Members of the League of Nations signatories of or adherents to the Convention and to other signatory or adherent States.

Denunciation of the present Convention shall not, *ipso facto*, involve the concomitant denunciation of the Agreement of May 4th, 1910, unless this is expressly stated in the instrument of notification.

Article XIII.—Any Member of the League of Nations or State signing or adhering to the present Convention may declare that its signature or adhesion does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates or territories under its sovereignty or authority, and may subsequently adhere separately on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory so excluded in its declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory under its sovereignty or authority, and the provisions of Article XII shall apply to any such denunciation.

Article XIV.—A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing which of the parties have signed, ratified, adhered to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any of the Members of the League of Nations or any State which has signed or adhered to the Convention. It shall be published as often as possible.

Article XV.—Disputes between the Parties relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case either or both of the Parties to such a dispute should not be Parties to the protocol of signature of the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the Parties, either to the Permanent Court of International Justice or to arbitration.

Article XVI.—Upon a request for a revision of the present Convention by five of the signatory or adherent Parties to the Convention, the Council of the League of Nations shall call a conference for that purpose. In any event, the Council will consider the desirability of calling a conference at the end of each period of five years.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le douze septembre mil neuf cent vingt-trois, en deux exemplaires originaux, dont l'un restera déposé aux archives de la Société des Nations et l'autre restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française.

IN FAITH WHEREOF the above-named Plenipotentiaries have agreed the present Convention.

DONE at Geneva the twelfth day of September one thousand nine hundred and twenty-three, in two originals, of which one shall remain deposited in the archives of the League of Nations and the other shall remain deposited in the archives of the Government of the French Republic.

ALBANIE

B. BLINISHTI

ALBANIA

AUTRICHE
BELGIQUE

Ad referendum. E. PFLÜGL
Maurice DULLAERT

AUSTRIA
BELGIUM

BULGARIE
CHINE
COLOMBIE
COSTA-RICA
CUBA
DANEMARK

CH. KALFOFF
Tcheng Loh
Con reserva de la ulterior aprobacion legislativa.
Francisco. José URRUTIA¹
Ad referendum. Manuel M. de PERALTA
Cosme de la TORRIENTE
En signant la Convention élaborée par la Conférence internationale sur les publications obscènes, je soussigné, délégué du Gouvernement danois, déclare relativement à l'article 4, voir l'article premier, ce qui suit : D'après les règles du droit danois, ne sont punissables les actes énoncés à l'article premier que s'ils sont prévus par l'article 184 du Code pénal danois qui punit quiconque publie un écrit obscene ou qui met en vente, distribue, répand d'autre manière ou expose publiquement des images obscènes. En outre, il est à remarquer que la législation danoise sur la presse contient des dispositions spéciales relatives aux personnes qui pourront être poursuivies pour délits de presse. Ces dispositions sont applicables aux actes prévus à l'article 184 en tant que les actes peuvent être considérés comme délits de presse. L'application de la législation danoise sur ces points doit attendre la révision, probablement prochaine, du Code pénal danois ». — A. O.².

A. OLDENBURG.

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Sous réserve de l'approbation ultérieure du Parlement.

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to the subsequent approval of Parliament.

² In signing the Convention drawn up by the International Conference on Obscene Publications, I, the undersigned Delegate of the Danish Government, make, with regard to Article IV, see also Article I, the following declaration: "The acts mentioned in Article I are punishable under the rules of Danish law only if they fall within the provisions of Article 184 of the Danish Penal Code, which inflicts penalties upon any person publishing obscene writings, or placing on sale, distributing, or otherwise circulating or publicly exposing obscene images. Further, it is to be observed that the Danish legislation relating to the Press contains special

ESPAGNE	Emilio de PALACIOS	SPAIN
FRANCE	Gaston DESCHAMPS. J. HENNEQUIN	FRANCE
GRANDE-BRETAGNE	I declare that my signature does not include any of the Colonies, Overseas Possessions, Protec- torates or Territories under His Britannic Majesty's sovereignty or authority. ¹ —A.H.B. A. H. BODKIN S. W. HARRIS	GREAT BRITAIN
GRÈCE	N. POLITIS. D. E. CASTORKIS	GREECE
HAITI	M. BONAMY	HAITI
HONDURAS	<i>Ad referendum.</i> Carlos GUTIERREZ	HONDURAS
HONGRIE	Dr Zoltán BARANYAI	HUNGARY
INDE	Prabhashankar D. PATTANI	INDIA
ITALIE	Cavazzoni STEFANO	ITALY
LETONIE	J. FELDMANS	LATVIA
LITUANIE	Ig. JONYNAS	LITHUANIA
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
PAYS-BAS	A. de GRAAF	NETHERLANDS
PERSE	Prince ARFA-ED-DOWLEH (<i>ad referendum</i>)	PERSIA
POLOGNE	F. SOKAL	POLAND
SALVADOR	J. G. GUERRERO	SALVADOR
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	M. JOVANOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS and SLOVENES

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations : | Translation by the Secretariat of the League of Nations :

provisions on the subject of the persons who may be prosecuted for Press offences. The latter provisions apply to the acts covered by Article 184 in so far as these acts can be considered as Press offences. Application of Danish legislation on these points must await the revision of the Danish Penal Code, which is likely to be effected in the near future."

¹ Je déclare que ma signature n'engage aucune des colonies ou possessions d'outre-mer, ni aucun des protectorats ou territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique.

SIAM

The Siamese Government reserve full right to
enforce the provisions of the present Convention
against foreigners in Siam in accordance
with the principles prevailing for applying
Siamese legislation to such foreigners¹.
DAMRAS

SIAM

SUISSE

E. BÉGUIN

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

D^r Robert FLIEDER

CZECHOSLOVAKIA

URUGUAY

B. FERNANDEZ Y MEDINA

URUGUAY

NOUVELLE-ZÉLANDE J. ALLEN

My signature includes the mandated territory
of Western Samoa². J. A.

NEW ZEALAND

Pour copie conforme.

Pour le Secrétaire général :

Certified true copy.

For the Secretary-General :

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations : | Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Le Gouvernement siamois se réserve entièrement le droit d'obliger les étrangers se trouvant au Siam à observer les dispositions de la présente Convention, conformément aux principes qui régissent l'application de la législation siamoise aux étrangers.

² Ma signature engage le territoire sous mandat du Samoa occidental.